

Penser et problématiser la mort en Turquie : Rites, commémorations, traitement institutionnel des corps

Rethinking and problematizing death in Turkey: Rites, commemorations, and institutional management of bodies

PARTIE 1

Responsable

- **Seçil Doğuç Ergin** (Université Galatasaray, GSÜ TAM)

Discutante

- **Julie Alev Dilmaç** (Université Galatasaray, GSÜ TAM, PhiléPol)

Intervenants

- **Selvihan Kurt** (Istanbul Technical University)
- **Abdullah Kaan Doğanok** (EHESS)
- **Şilan Bingöl** (pas d'affiliation)
- **Seçil Doğuç Ergin**

Résumé de la partie 1

Traitement des corps et gestion des morts en Turquie : politiques, pratiques et hiérarchies du deuil
Treatment of bodies and management of the dead in Turkey: Policies, practices, and hierarchies of mourning

Dans le cadre de l'atelier « Penser et problématiser la mort en Turquie : Rites, commémorations, traitement institutionnel des corps », ce panel examine les dynamiques entourant la gestion des morts et les espaces funéraires dans le contexte turc. L'objectif est d'analyser les transformations historiques des lieux d'inhumation et les relations entre vivants et défunts, tout en explorant les enjeux contemporains liés aux politiques publiques et aux pratiques sociales. Il s'agit d'aborder les inégalités dans le traitement des corps, les formes différenciées de mémoire et la commémoration des groupes vulnérables, tout en révélant des réalités souvent marginalisées, comme la mortalité carcérale. En croisant ces perspectives, ce panel propose une réflexion critique sur les politiques funéraires, les rapports de pouvoir et les mécanismes de construction de la mémoire collective en Turquie.

As part of the workshop “Rethinking and problematizing death in Turkey: Rites, commemorations, and institutional management of bodies”, this panel examines the dynamics surrounding the management of the dead and funerary spaces within the Turkish context. It analyzes the historical transformations of burial sites and the relationships between the living and the deceased, while exploring contemporary issues related to public policies and social practices. The discussion addresses inequalities in the treatment of bodies, differentiated forms of memory, and the commemoration of vulnerable groups, while uncovering often marginalized realities such as mortality in prisons. By bringing together these perspectives, this panel offers a critical reflection on funerary policies, power relations, and the mechanisms shaping collective memory in Turkey.

Programme

Selvihan Kurt (Istanbul Technical University)

Living with the dead: Social practices and the transformation of burial spaces in Ottoman Izmir

Vivre avec les morts: Pratiques sociales et transformation des espaces funéraires dans l'Izmir ottomane

Abdullah Kaan Doğanok (EHESS)

Les facettes de la nécropolitique

The facets of necropolitics

Şilan Bingöl (pas d'affiliation)

Hiérarchies du deuil et mémoire collective: Commémoration des « groupes vulnérables »

Hierarchies of mourning and collective memory: Commemorating “vulnerable groups”

Seçil Doğuç Ergin (Université Galatasaray, GSÜ TAM)

La mortalité carcérale: Un fait insaisissable ?

Prison mortality: An elusive phenomenon?

Selvihan Kurt

Living with the dead: Social practices and the transformation of burial spaces in Ottoman Izmir

This paper examines the transformation of burial spaces in Izmir from the 19th to the 20th century, exploring how modernization reshaped cemeteries in Ottoman Turkey and Europe in contrasting ways. In 19th-century Europe, particularly in cities like Paris, cemeteries located in churchyards or crowded urban centers faced significant public health challenges, such as bad smells, overcrowding, and unsanitary conditions. These issues prompted the relocation of cemeteries to the outskirts of cities, where they were redesigned as spacious, landscaped sites offering fresh air and greenery—deliberately constructed as peaceful, aesthetically pleasing spaces. In contrast, Ottoman cemeteries in Izmir, prior to modernization, had a different relationship with the urban environment. Cemeteries in Izmir were often situated within or near residential areas, making them more integrated into daily life than their European counterparts. These burial sites were places of commemoration and remembrance, where families and communities maintained close ties to the deceased, and in some cases, people gathered around the green spaces in close proximity to the graves for socialization. However, the rapid urbanization and modernization of Izmir in the 19th century and the early 20th century led to the relocation of many of these cemeteries to the city's outskirts, driven by public health concerns and urban planning initiatives. Like in Europe, new cemeteries were designed on the outskirts of Izmir, but the approach was less about creating green, aestheticized spaces for public leisure. Instead, these cemeteries were primarily carried away to address concerns about sanitation and the growing needs of the urban population. Some cemeteries were even repurposed into public parks in the 1930s. This paper explores the contrasting impacts of modernization on burial practices in Izmir and Europe, focusing on how urban planning and public health shaped cemetery design and use. While European cemeteries were reimagined as green spaces offering fresh air and serenity, in Izmir, the transformation of cemeteries involved their relocation and sanitization, resulting in a shift from socially integrated sites to more regulated and detached spaces. Through this comparison, the paper highlights how modernization reshaped the relationship between the living and the dead in both contexts, reflecting broader cultural and urban transformations in the 19th and the 20th centuries.

Cette communication examine la transformation des espaces funéraires à Izmir du XIX^e au XX^e siècle, en explorant comment la modernisation a remodelé les cimetières dans l'Empire ottoman et en Europe de manière contrastée. En Europe du XIX^e siècle, notamment dans des villes comme Paris, les cimetières situés dans les cours d'église ou les centres urbains surpeuplés faisaient face à des défis majeurs en matière de santé publique, tels que les mauvaises odeurs, le surpeuplement et les conditions insalubres. Ces problèmes ont incité au déplacement des cimetières vers les périphéries des villes, où ils furent redessinés comme des espaces vastes et paysagers, offrant un air frais et de la verdure, et conçus délibérément pour être des lieux paisibles et esthétiquement agréables. En revanche, les cimetières ottomans d'Izmir, avant la modernisation, entretenaient une relation différente avec l'environnement urbain. Les cimetières à Izmir étaient souvent situés au sein ou à proximité des zones résidentielles, les intégrant ainsi davantage dans la vie quotidienne que leurs homologues européens. Ces sites funéraires étaient des lieux de commémoration et de mémoire, où les familles et les communautés maintenaient des liens étroits avec les défunts, et, dans certains cas, les habitants se rassemblaient autour des espaces verts proches des tombes pour socialiser. Cependant, l'urbanisation rapide et la modernisation d'Izmir au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ont conduit au déplacement de nombreux cimetières vers les périphéries de la ville, motivé par des préoccupations sanitaires et des initiatives de planification urbaine. À l'instar de l'Europe, les nouveaux cimetières ont été conçus en périphérie d'Izmir, mais l'approche se préoccupait moins de créer des espaces verts esthétisés pour les loisirs publics. Au lieu de cela, ces cimetières furent principalement déplacés pour répondre aux préoccupations sanitaires et aux besoins croissants de la population urbaine. Certains cimetières furent même reconvertis en parcs publics dans les années 1930. Cette communication explore les impacts contrastés de la modernisation sur les pratiques funéraires à Izmir et en Europe, en se concentrant sur la manière dont l'urbanisme et la santé publique ont façonné la conception et l'utilisation des cimetières. Alors que les cimetières européens furent réimaginés comme des espaces verts offrant un air frais et une sérénité, à Izmir, la transformation des cimetières impliquait leur relocalisation et leur assainissement, provoquant ainsi un passage de sites socialement intégrés à des espaces plus régulés et détachés. À travers cette comparaison, la présentation met en lumière comment la modernisation a remodelé la relation entre les vivants et les morts dans ces deux contextes, reflétant des transformations culturelles et urbaines plus larges aux XIX^e et XX^e siècles.

Abdullah Kaan Doğanok

Les facettes de la nécropolitique

Quatre jours après l'annonce du premier cas de Covid-19 en Turquie, le premier décès lié à la pandémie a été enregistré. Au cours de ce processus, les pratiques funéraires sont devenues un sujet d'affrontement entre les mesures de santé publique et les traditions culturelles et religieuses. Cette étude analyse les pratiques funéraires sunnites en Turquie en 2020-2021 et les transformations de ce processus. La recherche, préparée avec une approche interdisciplinaire, rassemble des données provenant d'entretiens menés à Istanbul, d'analyses des médias et de déclarations officielles. Pendant la pandémie, le fait que les funérailles aient été organisées sous le contrôle de l'État et non des familles a créé de graves difficultés pour les personnes endeuillées. Les rituels d'adieu ont été interrompus, en particulier lorsque les personnes décédées intubées à l'hôpital sont mortes loin de leur famille. La tradition de l'enterrement dans les cimetières familiaux a été largement suspendue et les funérailles ont eu lieu dans des cimetières situés dans des quartiers éloignés de la ville, avec une participation limitée. Les pratiques excessives de stérilisation et de stigmatisation ont provoqué un malaise, en particulier chez les personnes qui critiquaient l'attitude de l'État à l'égard de ce processus. L'étude montre que les pratiques nécropolitiques en Turquie ne peuvent pas être évaluées uniquement sur la base des identités politiques ou sociales. Elle révèle que même en temps de crise, les personnes considérées comme des « citoyens acceptables » peuvent être confrontées à des politiques funéraires d'exclusion.

Four days after the announcement of the first Covid-19 case in Turkey, the first death linked to the pandemic was recorded. In the process, funeral practices became a subject of confrontation between public health measures and cultural and religious traditions. This study analyzes the Sunnite funeral practices in Turkey in 2020-2021 and the transformations of this process. The research, prepared with an interdisciplinary approach, gathers data from interviews conducted in Istanbul, media analyses, and official statements. During the pandemic, the fact that funerals were organized under the control of the state rather than families created serious difficulties for the bereaved. Saying good-bye rituals were interrupted, particularly when the deceased, intubated in hospital, died far from their families. The tradition of burial in family cemeteries was largely suspended, and funerals took place in cemeteries in outlying parts of the city, with limited participation. Excessive sterilization and stigmatization practices provoked unease, particularly among those critical of the state's attitude to the process. The study shows that necropolitical practices in Turkey cannot be assessed solely on the basis of political or social identities. It reveals that even in times of crisis, people considered to be "acceptable citizens" can be confronted with exclusionary funeral policies.

Şilan Bingöl

Hierarchies du deuil et mémoire collective: Commémoration des « groupes vulnérables »

Bien que la mort soit souvent perçue comme un égalisateur universel, les pratiques funéraires et les mauvais traitements infligés aux morts et à leurs proches reflètent des inégalités sociales persistantes. La violence, qu'elle soit physique ou symbolique, se prolonge après la mort par des actes tels que l'interdiction des condoléances, l'empêchement de cérémonies funéraires ou encore les attaques contre les cimetières et lieux sacrés. Ces pratiques instaurent une « hiérarchie du deuil » (Butler, 2005), où certaines vies sont déshumanisées et leurs pertes, rendues invisibles, sont jugées indignes de commémoration. Lorsque les rituels de mort, qui sont un phénomène anthropologique et sociologique, sont interdits, entravés ou perturbés, ils deviennent le lieu d'une violence physique et symbolique qui exclut certains groupes de la mémoire collective. Certains groupes, dont les pertes ne sont pas reconnues, développent des pratiques de deuil collectif et politique en réponse à ces exclusions. Ces pratiques peuvent inclure la création de mémoriaux, la tenue de cérémonies alternatives ou diverses formes de lutte contre les interdictions de deuil public. Cette communication s'intéressera aux pratiques de deuil et de commémoration dominées par ces pouvoirs (guerre, violence masculine, racisme, liens du sang, etc.) à l'encontre des « groupes vulnérables ». Nous étudierons les mécanismes en jeu, les stratégies développées par les proches des défunts pour préserver les rituels funéraires, la culture du souvenir et la mémoire collective face aux obstacles et interdictions, ainsi que les processus de deuil dans ces contextes. Nous analyserons les nouvelles des décès dans les médias grand public au cours de l'année écoulée et mènerons également des entretiens approfondis avec des personnes de l'Initiative respect et justice pour les morts (2020), créée en Turquie, qui examine la violence à l'encontre des morts et de leurs proches dans toutes ses dimensions et élabore diverses méthodes à cet effet.

Although death is often seen as a universal equaliser, funeral practices and the ill-treatment inflicted on the dead and their loved ones reflect persistent social inequalities. Violence, whether physical or symbolic, continues after death through acts such as banning condolences, preventing funeral ceremonies and attacks on cemeteries and sacred places. These practices establish a "hierarchy of mourning" (Butler, 2005), in which certain lives are dehumanised and their losses, rendered invisible, are deemed unworthy of commemoration. When death rituals, which are an anthropological and sociological phenomenon, are prohibited, hindered or disrupted, they become the site of physical and symbolic violence that excludes certain groups from the collective memory. Some groups, whose losses are not recognised, develop collective and political mourning practices in response to these exclusions. These practices may include the creation of memorials, the holding of alternative ceremonies or various forms of struggle against prohibitions on public mourning. This paper will look at mourning and commemoration practices dominated by these powers (war, male violence, racism, blood ties, etc.) against "vulnerable groups." We will study the mechanisms involved, the strategies developed by the relatives of the deceased to preserve funeral rituals, the culture of remembrance and collective memory in the face of obstacles and prohibitions, and the mourning processes in these contexts.

We will analyse news of deaths in the mainstream media over the past year and also conduct in-depth interviews with people from the Respect and Justice for the Dead Initiative (2020), set up in Turkey, which examines violence against the dead and their relatives in all its dimensions and develops various methods for doing so.

Seçil Doğuç Ergin

La mortalité carcérale: Un fait insaisissable ?

La prison, devenue l'outil dominant de l'appareil de justice pénale moderne pour remplacer la peine de mort et les autres châtiments corporels, n'est pas exempte de l'image de la mort. La prison est une sorte de « maison des morts », et l'emprisonnement est marqué par des notions de mort sociale ou civile. Cependant, au-delà de ce niveau symbolique, on sait que la prison n'exclut pas la mort au sens physique et concret. L'une des peurs liées à l'emprisonnement, tant pour les détenus que pour le grand public, est de ne pas pouvoir en ressortir vivant. En effet, on estime que le taux de mortalité des populations carcérales est au moins 50% plus élevé que le taux de mortalité de la population générale. Ces décès, qui peuvent résulter de différents types de violence au sein de la prison, ou de raisons telles que l'âge et la maladie de la personne, ou encore d'un suicide, n'ont pas attiré l'attention des chercheurs dans la mesure où ils sont importants en termes de droits de l'homme. D'autre part, les décès en prison constituent un domaine difficile à appréhender en raison de la manière dont la question devrait être traitée et du peu de données disponibles sur le sujet. Dans cette présentation, le cas de la Turquie servira de point de départ pour comprendre le phénomène de la mort en prison. En utilisant différents types de données, allant des statistiques pénitentiaires officielles nationales et internationales aux rapports des ONG de surveillance et aux reportages sur des cas individuels, nous tenterons de comprendre les tendances des taux de mortalité carcérale en Turquie au cours des 25 dernières années, ainsi que la relation entre ces tendances et les politiques pénales et carcérales.

Prison, which has become the dominant tool of the modern criminal justice system to replace the death penalty and other corporal punishments, is not free of the image of death. Prison is a kind of “house of the dead,” and imprisonment is marked by notions of social or civil death. However, beyond this symbolic level, we know that prison does not exclude death in the physical and concrete sense. One of the fears associated with imprisonment, for both prisoners and the general public, is that they will not get out alive. Indeed, it is estimated that the mortality rate of prison populations is at least 50% higher than that of the general population. These deaths, which may be the result of various types of violence within the prison, or of reasons such as the person's age and illness, or even suicide, have not attracted the attention of researchers insofar as they are important in terms of human rights. On the other hand, deaths in prison are a difficult area to address because of the way in which the issue should be dealt with and the limited data available on the subject. In this presentation, the case of Turkey will serve as a starting point for understanding the phenomenon of death in prison. Using different types of data, ranging from official, national, and international prison statistics to NGOs monitoring reports and individual case reports, we will attempt to understand trends in prison mortality rates in Turkey over the last twenty-five years, as well as the relationship between these trends and penal and prison policies.

PARTIE 2

Responsable

- Julie Alev Dilmaç

Discutante

- Seçil Doğuç Ergin

Intervenants

- Teoman Gonen
(Sciences-Po Aix,
Mesopolhis)

- Julie Alev Dilmaç

- Gözde Aytemur
(Université
Galatasaray)

Résumé de la partie 2

Catastrophe, commémoration et contestation: Politiques du deuil et mémoire du séisme en Turquie

Catastrophe, commemoration, and contestation: Politics of mourning and memory of the earthquake in Turkey

Ce panel, qui constitue le second de l'atelier «Penser et problématiser la mort en Turquie: Rites, commémorations, traitement institutionnel des corps», explore les dynamiques sociales, politiques et transnationales du deuil et de la mémoire dans le contexte du séisme dévastateur qui a frappé la Turquie en février 2023. Il interroge comment les pratiques de deuil et les commémorations publiques se sont transformées en moyens de contestation, employées par les communautés locales pour dénoncer la gestion de la catastrophe. Au-delà des frontières, les répercussions du séisme se font également sentir, révélant l'entrelacement complexe entre mémoire collective et enjeux diplomatiques. Par ailleurs, la réponse judiciaire face aux morts collectives soulève aussi des questions sur la gestion institutionnelle des décès et sur les responsabilités politiques et morales des acteurs impliqués. En articulant ces différentes dimensions, ce panel souligne l'importance du deuil comme catalyseur de mémoire, de contestation, et quête de justice dans un contexte de traumatisme collectif.

This panel, the second part of the workshop “Rethinking and problematizing death in Turkey: Rites, commemorations, and institutional management of bodies”, examines the social, political, and transnational dynamics of mourning and memory in the aftermath of the devastating February 2023 earthquake in Turkey. It explores how mourning practices and public commemorations have been transformed into acts of contestation, enabling local communities to criticize the management of the disaster and articulate political and social grievances. Beyond national borders, the earthquake's repercussions reveal the complex interplay between collective memory and diplomatic issues, where grief becomes a driver of international mobilization. Furthermore, the judicial response to collective deaths raises critical questions regarding the institutional management of the deceased and the political and moral accountability of those involved. By addressing these interconnected dimensions, this panel highlights the central role of mourning as a catalyst for memory, contestation, and the pursuit of justice in the context of collective trauma.

Programme

Teoman Gonen (Sciences-Po Aix, Mesopolhis)

Après la catastrophe... Contester par le deuil: Les usages politiques des pratiques commémoratives post-séisme à Antakya

After the disaster... Protesting through mourning: The political uses of post-earthquake commemorative practices in Antakya

Julie Alev Dilmaç (Université Galatasaray, GSÜ TAM, PhiléPol)

Répercussions du séisme de 2023 au-delà des frontières : Mémoire, deuil et diplomatie
Repercussions of the 2023 earthquake beyond borders: Memory, mourning, and diplomacy

Gözde Aytemur (Université Galatasaray)

La gestion de la mort en Turquie: La judiciarisation du séisme du 6 février

The management of death in Turkey: the judicialization of the February 6 earthquake

Teoman Gonen

Après la catastrophe... Contester par le deuil: Les usages politiques des pratiques commémoratives post-séisme à Antakya

Depuis le séisme du 6 février 2023, des sinistrés de la région d'Antakya, organisés en collectifs de solidarité (*dayanışma kolektifleri*), se mobilisent pour dénoncer la gestion de la catastrophe par l'État. Le slogan «Ce n'est pas un séisme, mais un massacre» (*Deprem değil, katliam*), devenu le mot d'ordre des actions protestataires menées au nom des sinistrés, incarne leur lutte visant à faire reconnaître la responsabilité des autorités turques dans le très lourd bilan humain, officiel, d'au moins 50 000 morts. En qualifiant le séisme de «massacre» et les morts de «victimes de la violence d'État», les collectifs de solidarité élaborent leur propre manière de commémorer les événements du 6 février. Les espaces consacrés à la mémoire de la catastrophe se transforment alors en arènes de lutte symbolique, qu'investissent les militants pour (re)définir les pratiques légitimes du deuil dans les zones sinistrées. À rebours des dispositifs cérémoniels institutionnels, ils transforment la commémoration en un acte contestataire, mêlant hommage aux morts, dénonciation des responsables de la catastrophe et revendications politiques. L'objectif de cette communication est ainsi d'analyser les usages politiques des pratiques commémoratives mises en œuvre par les militants engagés dans la cause des sinistrés à Antakya. Elle vise, d'une part, à rendre compte des formes spécifiques que prend le traitement militant des morts du séisme, et, d'autre part, à examiner comment ces représentations contribuent à la construction d'une cause collective autour d'un phénomène de catastrophe – le séisme du 6 février 2023 – en contexte politique autoritaire.

Since the earthquake of February 6, 2023, survivors from the Antakya region, organized into solidarity collectives (*dayanışma kolektifleri*), have mobilized to denounce the State's management of the disaster. The slogan "It's not an earthquake, but a massacre" (*Deprem değil, katliam*), which has become the rallying cry for protest actions carried out in the name of the survivors, embodies their struggle to make the Turkish authorities' responsibility for the heavy human toll—officially at least 50,000 dead. By labeling the earthquake as a "massacre" and the victims as "victims of State violence," the solidarity collectives develop their own way of commemorating the events of February 6. The spaces dedicated to the memory of the catastrophe thus transform into arenas of symbolic struggle, where activists work to (re)practice in the disaster-stricken areas. In opposition to institutional ceremonial frameworks, they turn commemoration into an act of protest, blending tribute to the dead, denouncement of those responsible for the disaster, and political demands. The aim of this paper is to analyze the political uses of commemorative practices implemented by activists engaged in the cause of the survivors in Antakya. It seeks, on the one hand, to examine the specific forms that militant treatment of the earthquake victims' deaths takes, and, on the other hand, to explore how these representations contribute to building a collective cause around a large-scale disaster—the February 6, 2023, earthquake—in an authoritarian political context.

Julie Alev Dilmaç

Répercussions du séisme de 2023 au-delà des frontières : Mémoire, deuil et diplomatie

Le 6 février 2023, plusieurs séismes dévastateurs ont frappé le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie, causant près de 60 000 morts. Considérée comme la plus meurtrière de l'histoire républicaine turque, cette catastrophe a révélé des défaillances structurelles majeures : manque d'organisation des institutions d'urgence, dispositifs de prévention insuffisants, non-respect des normes de construction. Ces négligences, dénoncées par la population turque, ont aussi eu des répercussions transnationales, notamment à Chypre, où la disparition de jeunes sportifs sous les décombres de l'hôtel Isias à Adıyaman a soulevé une vive indignation. Cette communication propose d'analyser, à travers une étude des discours médiatique liés au séisme de 2023, la transformation du deuil familial en un deuil collectif, à portée nationale et transnationale, exprimé dans la sphère publique chypriote. Deux axes principaux seront pris en considération ici : on évoquera les moyens déployés par la population civile en vue d'une médiatisation émotionnelle et commémorative visant à maintenir la mémoire des disparus, mais aussi les discours revendicatifs qui interpellent directement les autorités turques, exigeant une reconnaissance des responsabilités étatiques et des sanctions à l'encontre des acteurs considérés comme responsables de la catastrophe. Ce travail met ainsi en évidence la manière dont une catastrophe naturelle peut transcender les frontières, devenir non seulement un enjeu de mémoire collective, mais également une question diplomatique de premier plan.

On February 6, 2023, several devastating earthquakes struck Southeastern Turkey and Northwestern Syria, resulting in nearly 60,000 deaths. Considered the deadliest disaster in Turkey's republican history, this catastrophe revealed major structural failings: lack of organization in emergency institutions, insufficient prevention measures, and non-compliance with construction standards. These shortcomings, criticized by the Turkish population, also had transnational repercussions, particularly in Cyprus, where the loss of young athletes under the rubble of the Isias Hotel in Adıyaman sparked strong outrage. This presentation aims to analyze, through a study of media discourses related to the 2023 earthquake, the transformation of familial grief into collective mourning with national and transnational significance, as expressed in the Cypriot public sphere. Two main aspects will be considered: the efforts undertaken by civil society to promote emotional and commemorative media coverage to preserve the memory of the victims, and the protest discourses directly addressing Turkish authorities, demanding recognition of state responsibilities and sanctions against those deemed responsible for the catastrophe. This study thus highlights how a natural disaster can transcend borders, becoming an issue of collective memory and a pressing diplomatic concern.

Gözde Aytemur

La gestion de la mort en Turquie : La judiciarisation du séisme du 6 février

La perte de vie liée aux catastrophes naturelles ou humaines constitue un traumatisme collectif difficilement réparable par les dispositifs économiques, sociaux ou judiciaires. Toutefois, une certaine forme de réparation, notamment par le biais du traitement judiciaire, est attendue à la fois par les proches des victimes et par la société pour favoriser leur résilience. Dans ce contexte, la judiciarisation des catastrophes – qu’il s’agisse simplement du recours des survivants à la justice ou de la réponse judiciaire face aux mort(s) (collectives) – se présente comme un élément central du processus de résilience, mais également celui de responsabilisation pénale, politique et morale des acteurs concernés. Cette communication a pour objectif d’examiner le rôle et la fonction politique des procès pénaux dans le gouvernement des catastrophes. Elle s’articule autour des questions suivantes: comment les acteurs du système judiciaire prennent-ils position face aux pertes humaines et en fonction de quels facteurs varient-ils leurs positionnements? Quelles stratégies les différentes parties (victimes, accusés, défenseurs et magistrats) au procès adoptent-elles pour répondre à la nécessité de compenser les pertes humaines? Dans le cadre de cette communication, nous nous appuyons sur une méthodologie qualitative pour analyser les procès pénaux intentés à la suite du séisme du 6 février en Turquie, qui a causé plus de 50 000 décès. Notre analyse se base sur les entretiens menés avec les proches de victimes, regroupés au sein de la plateforme « Familles en quête de justice » et ses avocats, sur une analyse de contenu des dossiers traités par les tribunaux et sur l’observation non-participante aux audiences, afin de mieux comprendre les rapports de pouvoir (re)produits à travers les stratégies judiciaires adoptées par les magistrats, les accusés et les victimes.

The loss of life caused by natural or human-made disasters constitutes a collective trauma that is difficult to repair through economic, social, or judicial measures. However, a certain form of reparation, particularly through judicial processes, is expected both by the victims’ relatives and by society to foster resilience. In this context, the judicialization of disasters—whether through survivors’ recourse to justice or the judicial response to collective death—emerges as a central element of both the resilience process and the penal, political, and moral accountability of the concerned actors. This presentation aims to examine the role and political function of criminal trials in the governance of disasters. It is organized around the following questions: how do actors within the judicial system position themselves regarding human losses, and based on which factors do their positions vary? What strategies do the various parties (victims, defendants, lawyers, and judges) adopt during trials to address the necessity of compensating for human losses? For this study, we employ a qualitative methodology to analyze the criminal trials initiated following the February 6 earthquake in Turkey, which caused over 50,000 deaths. Our analysis is based on interviews conducted with the victims’ relatives, organized under the platform “Families in Search of Justice,” and their lawyers. It also includes a content analysis of case files handled by the courts and non-participant observation of hearings to better understand the power dynamics reproduced through the judicial strategies adopted by judges, defendants, and victims.